



Ville de

Mandœuvre

ARRÊTÉ DU MAIRE N° 2026/083

République Française

Liberté – Egalité – Fraternité

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire de la Ville de MANDEURE,

Vu le Code de la route et notamment les articles R 411-1 à R 411-9 et R 417-10

Vu les articles L 2212-1 et L 2213-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la demande du coordinateur du **SMEJ**, tendant à organiser la manifestation « **Jeunesse en fête** » le **mercredi 24 juin 2026**,

Considérant qu'il nous appartient de prescrire toutes mesures utiles dans l'intérêt de la sécurité et de la commodité de passage sur les voies publiques,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

A l'occasion de la manifestation « **Jeunesse en Fête** », organisée par le **SMEJ** le **MERCREDI 24 JUIN 2026, de 12h00 à 19h00**,

- La rue du Breuil sera fermée à la circulation dans la partie comprise entre la Police Municipale et l'intersection rue Jean-Paul GUYOT/rue du Breuil.
- La rue Jean-Paul GUYOT depuis l'intersection de la rue des Lannes coté CCP à hauteur des containers de recyclage sera en double-sens.
- Les parkings situés :
 1. Devant et sur le côté du bâtiment de la Police Municipale, rue du Breuil
 2. Face à la salle des sports, rue du Breuil
 3. Le long du boulodrome rue Jean-Paul GUYOT

sont interdits au stationnement des véhicules autres que ceux des organisateurs de la manifestation et du personnel de la Police Municipale, **dès la veille, soit le mardi 23 juin 2026 à partir de 17h00 jusqu'au mercredi 24 juin 2026 à 19h00.**

ARTICLE 2 :

Les panneaux de signalisation nécessaires seront mis en place pour permettre l'application des présentes dispositions

ARTICLE 3 :

Par dérogation aux prescriptions de l'article 1, les véhicules de médecins, les ambulances, les véhicules de police ou de gendarmerie, et les services de secours et de lutte contre l'incendie pourront emprunter ces voies.

ARTICLE 4 :

Les manquements aux dispositions du présent arrêté seront constatés par procès-verbaux qui seront transmis aux tribunaux compétents. Les infractions aux règles de stationnement édictées pourront être considérées comme gênantes et faire l'objet d'une mise en fourrière.

ARTICLE 5 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Maire de Mandeuire dans le délai de deux mois à compter de sa publication sous forme électronique sur le site Internet de la commune.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Besançon 30 rue Charles NODIER – 25000 BESANCON, dans le délai de deux mois à compter de sa publication sous forme électronique sur le site Internet de la commune ou à compter du rejet explicite ou implicite du recours administratif préalablement déposé. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Affiché et Publié sur le site internet le :
09 juin 2026

Copies :

- Au demandeur
- Gendarmerie
- Services Techniques
- Police Municipale
- Pompiers

Fait à Mandeuire le 27 mai 2026

Le Maire,



Stéphane PODGORA